

BRITISH UNIVERSITY BOOKS

HF1733  
.M5  
P7

1970



КНИЖКА (ОУЧЕБНИК) БОСНОВИКА

HF1733  
.M5  
P7

1970





1020005174



# UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



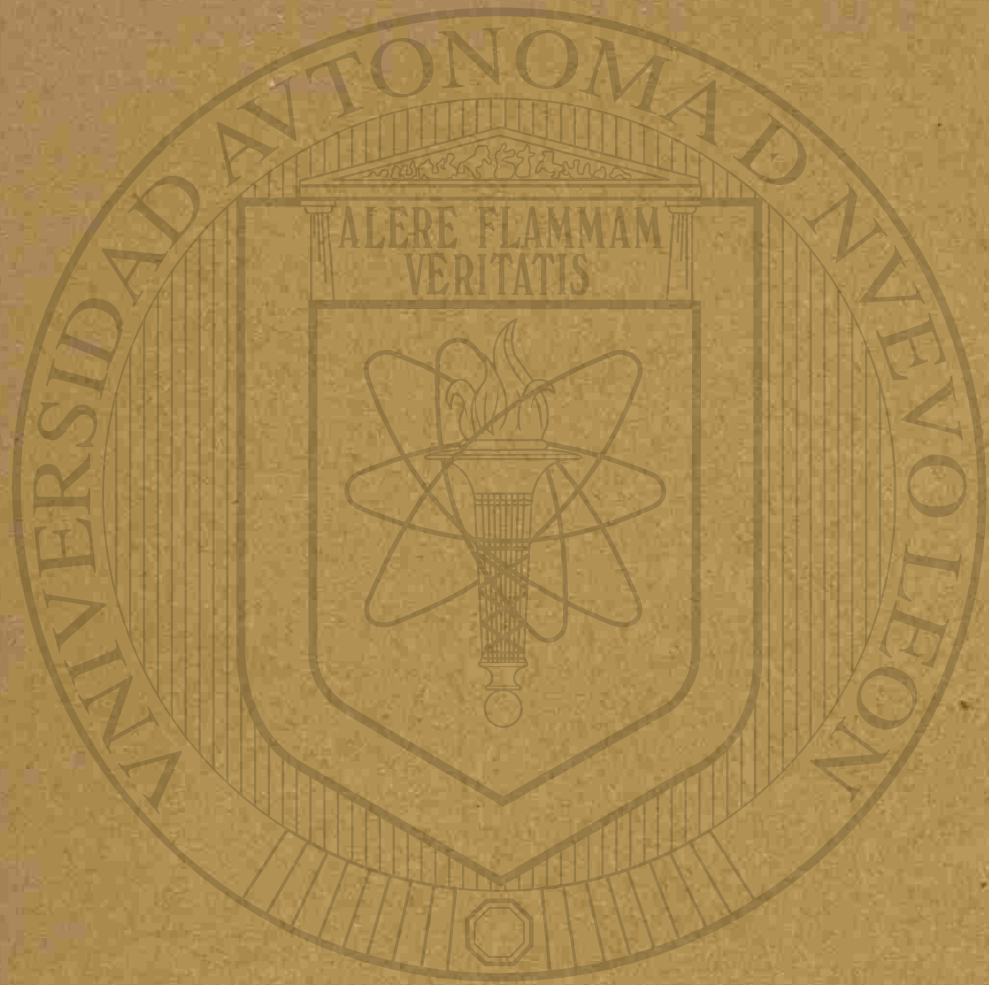
104970



HF 1733

45

P 7



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN



FONDO  
FERNANDO DIAZ RAMIREZ

PRIMERA SECRETARIA

DE ESTADO.

DEPARTAMENTO DEL EXTERIOR.

El Exmo. Sr. Presidente interino de la República Mexicana, se ha servido dirigirme el decreto que sigue.

„El Presidente de la República Mexicana, á todos los que las presentes vieren, sabed:

„Que habiéndose concluido y firmado en Lóndres el día diez y ocho de Febrero de mil ochocientos treinta y uno, un tratado de amistad, navegación y comercio entre los Estados-Unidos Mexicanos y S. M. el Rey de Prusia; y posteriormente el diez y seis de Mayo de mil ochocientos treinta y dos, tres artículos adicionales al mismo, por medio de Plenipotenciarios de ambos Gobiernos, autorizados debida y respectivamente para el efecto, cuyo tratado y artículos adicionales son en la forma y tenor que sigue.

TEXTO.

TRADUCCION.

*Au nom de la Très Sainte Trinité.*

*En el nombre de la Santísima Trinidad.*

Des relations de commerce étant établies depuis quelque tems entre les Etats-Unis du Mexique et le Royaume de Prusse, il a paru utile au maintien et à l'avancement des intérêts réciproques de consolider et de protéger ces relations au moyen d'un traité d'amitié, de navigation et de commerce.

HABIENDOSE establecido hace algun tiempo, relaciones de comercio, entre el reino de Prusia y los Estados-Unidos Mexicanos, ha parecido útil para la conservacion y fomento de los intereses recíprocos, consolidar y proteger dichas relaciones por medio de un tratado de amistad, navegación y comercio.

Dans ce but, ont nommé leurs Plenipotenciaires respectifs, savoir:

Con este fin, han nombrado Plenipotenciarios suyos respectivamente, á saber:

Le Président des Etats-Unis du Mexique, le Sieur Manuel Edouard de Gorostiza, leur Envoyé extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire près Sa Majesté Britannique, et

El Vice-Presidente de los Estados-Unidos Mexicanos, al Sr. D. Manuel Eduardo Gorostiza, su Ministro Plenipotenciario cerca de S. M. Británica; y

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Henri Baron de Bulow, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de la troisième classe, &c.

S. M. el Rey de Prusia, al Sr. Enrique Baron de Bulow, su Enviado extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de S. M. Británica, Caballero del Aguila Roja de tercera clase.

Les quels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins-pouvoirs ont arrêté les articles suivans:

Los cuales despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes, se han convenido en los artículos siguientes:

ARTICLE I.

ARTICULO I.

Il y aura entre les Etats-Unis du Mexique et leurs citoyens d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse et ses sujets de l'autre, une amitié perpétuelle.

Habrá entre S. M. el Rey de Prusia y sus súbditos por una parte, y los Estados-Unidos Mexicanos y sus ciudadanos por otra, una amistad perpetua.

ARTICLE II.

ARTICULO II.

Une liberté réciproque de commerce aura lieu entre les Etats-Unis du Mexique et la

Habrá una libertad recíproca de comercio entre la Prusia y los Estados-Unidos Mexi-

8



2  
Prusse. Les habitans respectifs des deux pays, jouiront d'une pleine liberté et sûreté pour se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières, où d'autres étrangers ont en ce moment ou obtiendront par la suite la permission d'entrer.

Pareillement, les vaisseaux de guerre des deux nations auront, de part et d'autre, la liberté d'aborder sans empêchement et sûrement, dans tous les ports, rivières et lieux, où les vaisseaux de guerre de quelque autre nation ont ou obtiendront à l'avenir la liberté d'entrer, en se soumettant toute fois respectivement aux lois et ordonnances des deux Etats.

Dans le droit d'entrer dans tous les lieux, ports et rivières mentionné au présent article, est compris celui de pouvoir faire le commerce d'échelle, mais non le privilège de faire celui de cabotage qui est réservé aux navires nationaux.

#### ARTICLE III.

Les navires de chacune des parties contractantes ne pourront être assujettis, sur le territoire de l'autre, du chef de droits de last ou tonnage, de fanal, de port, de pilotage, de quarantaine, de sauvetage en cas d'avarie ou de naufrage, ou d'autres charges semblables, soit générales, soit locales, à aucun droit autre ou plus élevé, que ceux que les navires nationaux y payent actuellement ou y payeront par la suite.

#### ARTICLE IV.

Il ne sera payé dans les ports du Mexique pour l'importation ou l'exportation de quelque marchandise que ce puisse être, par les bâtimens prussiens, ni dans le Royaume de Prusse pour l'importation et l'exportation de marchandises par des bâtimens mexicains, aucuns droits autres ou plus élevés, que ceux que ces mêmes marchandises ont ou auront à payer dans les pays respectifs, lorsqu'elles sont importées ou exportées par des navires de la nation la plus favorisée.

Toute marchandise qui peut être légalement importée par des bâtimens de la nation la plus favorisée dans les ports des parties contractantes, ou qui peut être exportée de ces ports par les dits bâtimens, pourra être également et réciproquement importée ou exportée par des bâtimens prussiens et mexicains qu'elle que soit leur destination ou le lieu d'où ils sortent.

2  
canos. Los habitantes respectivos de entreambos países gozarán de plena libertad y seguridad para trasladarse con sus buques, y sus cargamentos á todos los lugares, puertos y rios en donde otros extranjeros tienen actualmente ó alcanzarán en adelante la facultad de entrar.

Igualmente los buques de guerra de ambas naciones tendrán por una parte y otra, libertad para arribar sin estorbo y con seguridad á todos los puertos, rios y lugares en donde los buques de guerra de cualquiera otra nacion tienen, ó alcanzarán en lo sucesivo libertad de entrar; sometiéndose, sin embargo, á las leyes y ordenanzas de entreambos Estados.

En el derecho de entrar en todos los lugares, puertos y rios, mencionado en el presente artículo, se comprende el de poder hacer el comercio de escala, pero no el privilegio de hacer el de cabotage, el cual está reservado á los buques nacionales.

#### ARTICULO III.

No se impondrán á los buques de cada una de las partes contratantes en el territorio de la otra, otros ni mas altos derechos de tonelada, fanal, emolumentos de puerto, práctico, cuarentena, derecho de salvamento en caso de avería ó naufragio, ni otras cargas semejantes, sean generales ó locales, ni ningun derecho diverso ó mas crecido, que el que los buques nacionales pagan allí actualmente, ó pagarán en lo sucesivo.

#### ARTICULO IV.

Los buques prusianos no pagarán en los puertos de México por la importacion ó exportacion de ninguna mercancia, ni los buques mexicanos pagarán en el Reino de Prusia por la importacion ó exportacion de ninguna mercancia, diversos ó mas crecidos derechos que lo que estas mismas mercancías pagan ó pagarán en lo sucesivo en los respectivos países cuando son ó sean importadas ó exportadas por buques de la nacion mas favorecida.

Toda mercancia que puede ser legalmente importada por los buques de la nacion mas favorecida en los puertos de las partes contratantes, ó que puede ser exportada de los mismos, por los mismos, podrá ser igualmente y reciprocamente importada y exportada por los buques prusianos y mexicanos, cualesquiera que sea su destino ó el lugar de donde salgan.

#### ARTICLE V.

3  
Les deux parties contractantes sont convenues de considérer et de traiter réciproquement comme navires mexicains ou prussiens tous ceux reconnus comme tels dans les possessions et états aux quels ils appartiennent respectivement, d'après les lois et réglemens existans ou à promulguer par la suite, desquelles lois et réglemens l'une partie donnera à tems communication à l'autre; bien entendu que les commandans des dits navires pourront toujours prouver leur nationalité par des lettres de mer rédigées dans la forme usitée et munies de la signature des autorités compétentes du pays auquel le navire appartient.

#### ARTICLE VI.

Dans le Royaume de Prusse il ne sera imposé sur les productions naturelles ou industrielles du Mexique, ni dans les Etats-Unis du Mexique, sur les productions du sol ou de l'industrie de la Prusse, aucuns droits autres ou plus élevés d'importation, que ceux que sur ces mêmes articles d'autres nations payent en ce moment, ou payeront par la suite, avec observation du même principe à l'égard de l'exportation.

Pareillement il n'y aura aucune prohibition d'importation ou d'exportation de quelques articles dans le commerce réciproque des deux parties contractantes, qui ne s'étende également à toutes les autres nations.

#### ARTICLE VII.

Tous les commerçans, patrons de navires et autres sujets de Sa Majesté le Roi de Prusse, jouiront dans les Etats-Unis du Mexique d'une pleine liberté d'y résider, louer des maisons et magasins, voyager, commercer, transporter des productions, des métaux, et des monnaies, de traiter eux-mêmes leurs propres affaires, ou d'en confier le soin à qui bon leur semblera, soit commissionnaire, courtier, agent ou interprète et ils ne seront point tenus d'employer à cet effet d'autres personnes ou de leur donner un plus grand salaire ou rémunération que n'en emploient ou ne leur paient les nationaux eux-mêmes.

Pareillement, il appartiendra à chaque vendeur ou acheteur une parfaite liberté de régler et de fixer dans tous les cas comme bon leur semblera, le prix des marchandises importées ou à exporter, sans égard à leur

#### ARTICULO V.

Las dos partes contratantes se han convenido en considerar y tratar reciprocamente como buques de la Prusia ó mexicanos, todos aquellos reconocidos como tales en las posesiones y estados á quienes pertenecen respectivamente, en virtud de las leyes y reglamentos existentes ó que se promulguen en lo sucesivo; de las cuales leyes y reglamentos, la una de las partes dará comunicacion á la otra á su debido tiempo, en la inteligencia de que los comandantes de dichos buques, podrán probar siempre su nacionalidad por cartas de mar, extendidas en la forma acostumbrada, y revestidas de la firma de las autoridades competentes del país á que pertenezcan dichos buques.

#### ARTICULO VI.

No se impondrán en el Reino de Prusia á las producciones naturales ó industriales de México; ni en los Estados-Unidos Mexicanos á las producciones del suelo ó de la industria de Prusia, ningun derecho de importacion diferente ó mas crecido que los que otras naciones pagan ó pagarán en adelante por los mismos artículos; observándose el mismo principio con respecto á la exportacion.

Semejantemente, en el comercio reciproco de ambas partes contratantes, no habra ninguna prohibicion de importar ó exportar cualesquiera artículos, la cual no se extienda igualmente á todas las demás naciones.

#### ARTICULO VII.

Todos los comerciantes, patrones de barcos y demás súbditos de S. M. Prusiana, gozarán en los Estados-Unidos Mexicanos una completa libertad para residir en el país, alquilar casas y almacenes, viajar, comerciar, transportar producciones, metales y monedas; manejar ellos mismos sus propios asuntos, ó encargárselos á quien mejor les parezca, sea comisionado, corredor, agente ó intérprete, y no se les obligará á servirse para el efecto de otras personas que aquellas de quienes se sirven los mismos nacionales; ni á darles mayor salario ó recompensa que la que estos les dan.

Semejantemente cada vendedor ó comprador, disfrutará de una plena libertad para regular y fijar en todos los casos, segun le parezca, el precio de las mercancías importadas ó exportadas, sea cual fue-



nature, en se conformant aux loix et coutumes du pays.

Les citoyens du Mexique jouiront des mêmes prérogatives et aux mêmes conditions dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Dans la faculté d'introduire et de vendre en gros n'est pas comprise la faculté d'introduire ou de vendre les articles de contrebande militaire ou de quelque autre marchandise prohibée par les tarifs respectifs.

Quoique par le présent article les citoyens et sujets de chacune des parties contractantes ne puissent exercer que le commerce en gros ou à porte fermée, le Gouvernement Mexicain déclare cependant qu'il accorde (en outre et pour tout le tems que sa législation y consentira) la faculté d'ouvrir boutique et d'exercer le commerce de détail à tous les sujets prussiens qui amènent avec eux leur famille ou qui, depuis leur arrivée dans la République, acquièrent famille soit en se mariant, soit en y faisant venir celle qu'ils ont dans l'étranger. Le Gouvernement Prussien déclare à son tour, que les citoyens et sujets mexicains jouiront, en ce qui regarde le commerce de détail, de toute la latitude que les lois et réglemens locaux accordent aux naturels des nations les plus favorisées.

#### ARTICLE VIII.

En tout ce qui est relatif à la police des ports, au chargement et au déchargement des navires, et à la sûreté des marchandises et effets, les sujets et citoyens des parties contractantes, seront soumis respectivement aux lois et ordonnances locales du pays où ils résident.

Ils seront exempts de tout service militaire forcé de terre et de mer. Aucun emprunt forcé ne leur sera imposé en particulier, et leur propriété ne sera sujette à aucunes autres charges, réquisitions ou impositions, que celles exigées des indigènes du pays même.

#### ARTICLE IX.

Les sujets et citoyens des parties contractantes jouiront de part et d'autre pour leurs personnes, leurs maisons et leurs biens, de la protection la plus complète et la plus constante. Ils auront pour la poursuite et la défense de leurs droits un accès libre et facile auprès des tribunaux; ils auront la liberté d'employer les avocats, procureurs ou

4 re su naturaleza, conformándose á las leyes y costumbres del país.

Los ciudadanos mexicanos gozarán de las mismas prerogativas, y bajo las mismas condiciones, en los Estados de S. M. el Rey de Prusia.

En la facultad de introducir y vender por mayor, no se comprende la facultad de introducir y vender artículos de contrabando militar, ó de alguna otra mercancía prohibida por los aranceles respectivos.

Aunque por el presente artículo los ciudadanos y súbditos de cada una de las partes contratantes no pueden ejercer sino el comercio por mayor, ó á puerta cerrada, el Gobierno Mexicano declara sin embargo, que concede además, y por todo el tiempo que su legislación lo permita, la facultad de abrir tienda y ejercer el comercio al menudeo, á todos los súbditos prusianos que traigan consigo sus familias, ó adquieran familia, despues de su llegada á la República, por matrimonio, ó por haber hecho venir á la que tenían en otros países. El Gobierno Prusiano declara por su parte, que los ciudadanos súbditos mexicanos gozarán en lo respectivo al comercio por menor todas las ventajas que las leyes y reglamentos locales conceden á los naturales de las naciones mas favorecidas.

#### ARTICULO VIII.

En todo lo respectivo á la policia de los puertos, al cargo y descargo de los buques y á la seguridad de las mercancías y efectos, los súbditos y ciudadanos de las partes contratantes se someterán respectivamente á las leyes y ordenanzas locales de los países en que residan.

Dichos súbditos y ciudadanos estarán exentos de todo servicio militar forzoso en el ejército y armada: ningun empréstito forzado les será impuesto en particular, y sus propiedades no estarán sujetas á ningunas otras cargas, requisiciones ó impuestos, que las que se exigen á los indigenas del mismo país.

#### ARTICULO IX.

Los súbditos ó ciudadanos de las partes contratantes gozarán por una parte y otra, para sus personas, casas y bienes, la mas completa y constante protección. Tendrán libre y facil acceso en los tribunales para la reclamacion y defensa de sus derechos; podrán valerse de los abogados, procuradores ó agentes que juzguen á propósito, de

agens qu'ils jugeront convenables, et en général dans l'administration de la justice, comme aussi dans tout ce qui concerne la succession aux propriétés personnelles par testament, ou autrement et par rapport á la faculté de disposer de la propriété personnelle par vente, donation, échange, dernière volonté ou de quelque autre manière, ils jouiront des mêmes prérogatives et libertés que les indigènes du pays où ils résident et dans aucun de ces cas ou circonstances ils ne seront assujettis á de plus fortes impositions et droits que ne le sont les indigènes.

Et si, par la mort de quelque personne possédant des biens-fonds sur le territoire de l'une des parties contractantes, ces biens-fonds venaient á passer selon les lois du pays á un citoyen ou sujet de l'autre partie, celui-ci, dans le cas où, en sa qualité d'étranger, il serait inhabile á les posséder, obtiendra un délai convenable pour les vendre et pour en retirer le produit sans obstacle et exempt de tout droit de retenue de la part du gouvernement des états respectifs.

#### ARTICLE X.

Les sujets de Sa Majesté le Roi de Prusse qui se trouvent dans les Etats-Unis du Mexique, ne seront molestés ni inquiétés en aucune manière á l'égard de leur religion, bien entendu qu'ils respecteront la religion comme aussi la constitution, les lois et les coutumes du pays. Ils jouiront du privilège qui leur a déjà été accordé, d'inhumier dans les lieux destinés á cet effet les sujets de Sa Majesté qui viendraient á décéder dans les dits Etats; et les enterremens ou tombeaux ne seront d'aucune manière et sous aucun prétexte troublés ou endommagés.

Les citoyens mexicains auront dans tous les Etats du Roi le libre exercice de leur religion en public ou en particulier, dans leurs maisons ou dans les edifices destinés au culte.

#### ARTICLE XI.

Pour la plus grande sûreté du commerce entre les sujets et citoyens des deux parties contractantes, il est convenu de plus que, si tôt ou tard, les relations d'amitié qui existent actuellement entre elles venaient á être rompues, un terme de six mois sera accordé aux commerçans qui se trouveraient

cualquiera especie que sean; y en general, en la administracion de la justicia, como asimismo en todo lo concerniente á sucesiones de propiedades personales, por testamento ó de otro modo, y en lo relativo á la facultad de disponer de la propiedad personal por venta, donacion, permuta, última voluntad, ó de cualquiera otra manera, gozarán de las mismas prerogativas y libertades que los indigenas del país en que residan; y en ningun caso ó circunstancia tendrán que satisfacer mas crecidos impuestos ó derechos que los indigenas del país.

Asimismo, si por muerte de alguna persona que poseia bienes raices en el territorio de una de las dos partes contratantes, recayesen aquellos, segun las leyes del país en un ciudadano ó súbdito de la otra parte, y éste, aun en el caso mismo de que por su calidad de extrangero fuese inhabil para poseer dichos bienes, se le concederá un plazo proporcionado para venderlos y recoger su valor, sin obstáculo ninguno y estará exento de todo derecho de retencion por parte del gobierno de los estados respectivos.

#### ARTICULO X.

Los súbditos de S. M. el Rey de Prusia que se hallan en los Estados-Unidos Mexicanos, no serán molestados ni inquietados de ninguna manera, con respecto á su religion; en la inteligencia de que respetarán la religion del país, como tambien su constitucion, leyes y costumbres. Gozarán igualmente del privilegio, que ya se les ha concedido, de dar sepultura en los lugares señalados á este fin, á los súbditos de S. M. que fallezcan en dichos Estados; y los funerales no serán perturbados ni los sepulcros violados de ningun modo ni bajo pretexto ninguno.

Los ciudadanos mexicanos disfrutará en todas las posesiones del Rey, el libre ejercicio de su religion, en público como en particular, en sus casas ó en los edificios destinados para el culto.

#### ARTICULO XI.

Para mayor seguridad del comercio entre los súbditos y ciudadanos de entrambas partes contratantes, se ha convenido además en que, si tarde ó temprano llegasen á interrumpirse las relaciones de amistad que actualmente existen entre ellas, se concederá el término de seis meses á los co-

1020005174



6  
alors sur les côtes, et d'une année entière, à ceux qui se trouveraient alors dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés et qu'en outre un sauf-conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel port qu'ils choisiront à leur propre gré.

Tous les autres sujets et citoyens qui auraient un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, jouiront de l'avantage de pouvoir rester et continuer cette profession, sans qu'on les inquiète d'aucune manière dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs biens, aussi longtems qu'ils se conduisent paisiblement, et ne commettent aucune offense contre les lois du pays, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, ne seront sujets à aucune saisie, séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles exigées des indigènes.

De même ni les deniers dûs par des particuliers ni les fonds publics, ni les actions de société ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

#### ARTICLE XII.

Si il arrive que l'une des parties contractantes soit en guerre avec quelque puissance, nation ou Etat, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes Etats, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Vu cependant l'éloignement des pays respectifs des deux parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu; il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles qui se trouverait destiné pour un port, supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question durait encore; mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essaieraient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué, durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Bien entendu que dans aucun cas, ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre, tels que canons,

merciantes que se hallent à la saison en las costas, y el de un año entero á los que se encuentren entonces en lo interior del pais, á fin de arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades; y que se les dará además un salvo-conducto para embarcarse en el puerto que elijan. Todos los demás súbditos y ciudadanos que tuvieren algun establecimiento fijo y permanente en los Estados respectivos, ejerciendo allí alguna profesion ú ocupacion particular, gozarán la ventaja de poder quedarse y continuar dicha profesion, sin ser molestados de ningun modo, y en pleno goce de su libertad y bienes, mientras tanto que se conduzcan pacificamente y no cometan ningun agravio contra las leyes del pais. Sus propiedades, sean de la naturaleza que fueren, no serán embargadas ni secuestradas, ni sufrirán otra carga ó contribucion, que las que sufran las de los indigenas del pais.

Asimismo, ni las sumas debidas por los particulares, ni los fondos públicos, ni las acciones de las compañías podrán jamás ser embargadas, secuestradas ni confiscadas.

#### ARTICULO XII.

Si llega á suceder que una de las partes contratantes esté en guerra con alguna potencia, nacion ó Estado, los súbditos de la otra podrán continuar su comercio y navegacion con estos mismos Estados excepto con las ciudades y puertos que estén bloqueados ó sitiados por mar ó por tierra.

Sin embargo, en vista de la gran distancia á que se hallan los respectivos países de las dos partes contratantes, y la incertidumbre que resulta de esto, con respecto á los diferentes sucesos que pueden ocurrir, se ha convenido en que, si un buque mercante perteneciente á una de ellas, se hallase destinado á un puerto que se supone bloqueado en el momento de la salida de dicho buque, no será sin embargo apresado ó condenado, por haber procurado por primera vez entrar en dicho puerto; á menos que no pueda probarse que dicho buque pudo y debió saber, durante la navegacion, que el estado de bloqueo de la plaza de que se trata, duraba todavía; pero los buques que despues de haber sido despedidos una vez, procurasen segunda vez, durante el mismo viaje, entrar en el mismo puerto bloqueado, quedarán sujetos á ser detenidos y condenados. En la inteligencia de que en ningun caso será lícito el comer-

mortiers, fusils, pistolets, grenades, saucisses, allits, baudriers, poudre, sapêtre, casques et autres instrumens quelconques fabriqués á l'usage de la guerre.

#### ARTICLE XIII.

Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux, á fin de résider sur le territoire de l'autre pour la protection du commerce. Mais avant que quelque Consul exerce ses fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la forme usitée par le gouvernement sur le territoire du quel il devra résider, tandis que chacune de deux parties se réserve le droit d'excepter de la résidence des Consules tels points particuliers où elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les Agens diplomatiques et Consuls du Mexique, dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, jouiront de toutes les prérogatives, exemptions et immunités qui sont ou seront accordées ultérieurement aux Agens de même rang de la nation la plus favorisée; et réciproquement, les Agens diplomatiques et Consuls du Roi, jouiront sur le territoire des Etats-Unis du Mexique, de toutes les prérogatives, exemptions et immunités dont les Agens diplomatiques et Consuls mexicains jouiront dans le Royaume de Prusse.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux respectifs pourront au décès de chacun de leurs nationaux, croiser de leurs scellés, soit á la réquisition des parties intéressées, soit d'office, ceux apposés par l'autorité compétente sur les effets, mobilier et papiers du défunt et des lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert.

Ils assisteront á l'inventaire qui sera fait de la succession lors de la levée des scellés et copie leur sera délivrée par l'autorité compétente, tant de cet inventaire que des dispositions de dernière volonté qu'aurait laissées le défunt. Si les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux sont munis des pleins pouvoirs en forme légale par les héritiers d'ament légitimés, le délaissé leur devra être remis de suite, excepté le cas d'opposition subsistante de quelque créancier national ou étranger.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux auront le droit comme tels de ser-

cio de los artículos reputados contrabando de guerra, como cañones, morteros, fusiles, pistolas granadas, salchichones, curenas, correaes, pólvora, salitre, morreones, y demás instrumentos cualesquiera que sean, fabricados para el uso de la guerra.

#### ARTICULO XIII.

Cada una de las partes contratantes podrá nombrar Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales á fin de residir sobre el territorio de la otra, para la proteccion del comercio. Mas antes que un Consul pueda ejercer las funciones de tal, deberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada, por el Gobierno en cuyo territorio haya de residir; mientras que cada una de las partes contratantes se reserva el derecho de exceptuar de la residencia de los Consules, los puntos particulares en los cuales no juzgue conveniente admitirlos.

Los Agentes diplomáticos y Consules de México en los Estados de S. M. el Rey de Prusia, gozarán de todas las prerogativas, esenciones é inmunidades que se conceden ó se concederán ulteriormente á los Agentes de igual grado de la nacion mas favorecida; y reciprocamente los Agentes diplomáticos y Consules del Rey gozarán en el territorio de los Estados- Unidos Mexicanos, de todas las prerogativas, esenciones é inmunidades de que gocen los Agentes diplomáticos y Consules mexicanos en el Reyno de Prusia.

Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales respectivos, podrán al fallecimiento de cualquiera individuo de su nacion cruzar con sus sellos, sea á la demanda de las partes interesadas, sea de oficio, los sellos que hayan sido puestos por la autoridad competente sobre los efectos mobiliarios y papeles del difunto; y en este caso ya no se podrán levantar entre ambos sellos sino de comun acuerdo. Cuando se levanten, asistirán aquellos al inventario que se haga á la sucesion; y se les entregará por la autoridad competente copia tanto del inventario como del testamento que hubiere dejado el difunto. Reclamarán despues de haber manifestado sus plenos poderes legales si los tiene, de las partes interesadas necesarias á este efecto, y se les entregará la sucesion inmediatamente, y la cual no se les podrá negar, sino en el caso de oposicion existente de parte de algun acreedor nacional ó extranjero.

Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales, tendrán derecho como tales de



8  
vir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne requissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux, seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays; et ils s'adresseront, à cet effet, aux tribunaux, juges et officiers compétens et réclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, en prouvant par la communication des registres des navires ou rôles de l'équipage ou par d'autres documens officiels, que de tels individus ont fait partie des dits équipages; et cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux que les réclament, pour être envoyés aux navires aux quels ils appartiennent, ou à d'autres de la même nation; mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

#### ARTICLE XIV.

Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira

servir de jueces y de árbitros en las contestaciones que pudieran suscitarse entre los capitanes y tripulaciones de los buques de la nacion cuyos intereses están á su cargo, sin que las autoridades locales puedan intervenir en ello; á menos que la conducta del capitán, ó la tripulación no turbase el órden ó la tranquilidad del país; ó á menos que los dichos Consules, Vice-Consules ó Agentes comerciales no reclamen su intervencion para hacer ejecutar ó sostener sus decisiones: en la inteligencia, de que esta especie de juicio ó arbitraci6n no podrá sin embargo privar á las partes en litigio, del derecho que tienen, á su vuelta, de recurrir á las autoridades judiciales de su país.

Los dichos Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales estarán autorizados para requerir la asistencia de las autoridades locales á fin de buscar, arrestar, detener y encarcelar á los desertores de los buques de guerra y mercantes de su país; y se dirigirán para esto, á los tribunales, jueces y oficiales competentes, y reclamarán por escrito los desertores mencionados, probando por medio de la comunicaci6n de los registros de los buques ó roles de la tripulaci6n, ó por otros documentos de oficio, que semejantes individuos hacian parte de dichas tripulaciones; y esta reclamaci6n una vez así probada, no se negará la extradici6n de los desertores.

Estos, cuando sean arrestados, serán puestos á la disposici6n de dichos Consules, Vice-Consules ó Agentes comerciales, y podrán ser detenidos en las cárceles públicas á la demanda y á las expensas de los que los reclamen, para ser remitidos á los buques á que pertenecian, ó á otros de la misma nacion; pero si no son remitidos en el término de tres meses, á contar desde el día de su arresto, serán puestos en libertad, y no se les volverá á arrestar por la misma causa.

Sin embargo, si el desertor hubiese cometido algun crimen ó delito en el país en el que se le arreste, podrá sobresearse en su extradici6n, hasta que el tribunal que entiende en el negocio, haya dado la sentencia, y ésta se haya ejecutado.

#### ARTICULO XIV.

Si una de las partes contratantes concede en lo sucesivo á otras naciones alguna gracia particular en materia de comercio ó navegaci6n, esta gracia se hará al punto comun á la otra parte, que gozará de

9  
gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation si la concession est conditionnelle.

#### ARTICLE XV.

Le présent traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'annonce à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, le dit traité restera obligatoire pendant un an au delà de ce terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une telle déclaration, à quelque époque qu'elle ait lieu.

#### ARTICLE XVI.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le terme de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plenipotentiaires nommés ci-dessus l'ont signé et y ont apposé les cachets de leurs armes, à Londres, le dix-huit Février mil-huit cent trente un.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Henri, Baron de Bülow.

#### ARTICLES ADDITIONNELS.

##### ARTICLE I.

Les parties contractantes sont convenues, que l'application

a. du troisième paragraphe de l'article 2 conçu en ces termes:

„Dans le droit d'entrer dans tous les lieux, ports et rivières mentionné au présent article, est compris celui de pouvoir faire le commerce d'échelle, mais non le privilège de faire celui de cabotage, qui est réservé aux navires nationaux.”

b. du troisième paragraphe de l'article 13 portant:

„Les Consuls, Vice-Consuls et Agens commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitrer dans les différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les équipages des bâtimens de la nation

ella gratuitamente si la concesion es gratuita, ó concediendo la misma compensacion si la concesion es condicional.

#### ARTICULO XV.

El presente tratado subsistirá en vigor durante doce años, que se contarán desde el día en que se verifique el cambio de las ratificaciones, y si doce meses antes de espirar aquel término, una de las dos partes contratantes no anuncia á la otra por una declaracion oficial su intencion de hacer cesar el efecto de dicho tratado, este permanecerá obligatorio durante un año mas que aquel término; y así en adelante hasta espirar los doce meses que han de seguirse á semejante declaracion, en cualquier época en que se verifique.

#### ARTICULO XVI.

El presente tratado será ratificado y las ratificaciones serán cambiadas en Londres en el término de doce meses ó antes si es posible.

En fé de lo cual, los Plenipotentiaires arriba nombrados, le firmaron y pusieron los sellos de sus armas, en Londres el día diez y ocho de Febrero, año de mil ochocientos treinta y uno.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Henri, Baron de Bülow.

#### ARTICULOS ADICIONALES.

##### ARTICULO I.

Las partes contratantes han convenido en que la aplicacion

a. del párrafo tercero del artículo segundo concebido en estos términos:

„En el derecho de entrar en todos los lugares, puertos y rios mencionado en el presente artículo, está comprendido el de poder hacer el comercio de escala, pero no el privilegio de hacer el de cabotage que está reservado á los buques nacionales”

b. del párrafo tercero del artículo trece que dice:

„Los Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales tendrán derecho, como tales, de servir de jueces y árbitros en las contestaciones que pudieren suscitarse entre los Capitanes y tripulaciones de los buques de



dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du Capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne réquisissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leur décision. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont à leur retour de recourir aux autorités judiciaires de leur pays."

Sera suspendue aussi long tems qu'il existerait dans les lois de l'un ou de l'autre pays, des dispositions contraires à ces stipulations, bien entendu qu'en ce cas aucune exception n'y aurait été faite en faveur d'aucune autre nation.

## ARTICLE II.

Quant à la liberté de transporter et d'exporter des métaux, stipulée par l'article 7, les parties contractantes se réservent la faculté de la restreindre ou de la suspendre entièrement à telle époque et de telle manière qu'il pourrait leur convenir, toujours sous la condition de ne pouvoir faire en ce cas aucune exception en faveur d'aucune autre nation.

## ARTICLE III.

Le terme stipulé dans l'article seize pour l'échange des ratifications, est prolongé de douze mois.

Ces articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils avaient été insérés mots pour mots dans le traité signé à Londres le dix-huit Février mil-huit-cent-trente et un, et ils seront compris dans les ratifications du dit traité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires signataires de ce traité les ont signés, et y ont apposé les cachets de leurs armes à Londres le seize Mai mil huit-cent-trente deux.

(L. S.) Manuel Eduardo de Gorostiza.

(L. S.) Bülou.

la nación cuyos intereses están á su cargo, sin que las autoridades puedan intervenir en ello; á menos que la conducta del Capitan ó la tripulacion, no turbase el orden ó la tranquilidad del pais, ó á menos que los dichos Consules, Vice-Consules y Agentes comerciales no reclamen su intervencion para hacer ejecutar ó sostener sus decisiones: en la inteligencia de que esta especie de juicio ó arbitracion, no podrá sin embargo privar á las partes en litigio, del derecho que tienen de recurrir á las autoridades judiciales de su pais cuando vuelvan á él.

Quedará suspendida todo el tiempo que hubiere en las leyes de uno ú otro país disposiciones contrarias á estas extipulaciones, bien entendido que en este caso no se hará excepcion alguna en favor de cualquiera otra nacion.

## ARTÍCULO II.

En cuanto á la libertad de transportar y exportar metales, extipulada por el artículo sétimo, las partes contratantes se reservan la facultad de limitarla ó de suspenderla enteramente en la época y de la manera que pudiere convenirles, siempre bajo la condicion de no poder, en este caso, hacer excepcion alguna en favor de cualquiera otra nacion.

## ARTÍCULO III.

El término extipulado en el artículo diez y seis para el cange de las ratificaciones, se prolongará doce meses mas.

Estos artículos adicionales tendrán la misma fuerza y valor que si hubieran sido insertados palabra por palabra en el tratado firmado en Lóndres el diez ocho de Febrero de mil ochocientos treinta y uno, y serán comprendidos en las ratificaciones de dicho tratado.

En fé de lo cual los Plénipotentarios que firman este tratado, los han firmado y sellado con el sello de sus armas, en Londres á diez y seis de Mayo de mil ochocientos treinta y dos.

(L. S.) M. E. de Gorostiza.

(L. S.) Bülou.

Visto y examinado dicho tratado y sus artículos adicionales, y dada cuenta al Congreso general conforme á lo dispuesto en el párrafo 14 del art. 110 de la constitucion federal de estos Estados, tuvo á bien aprobarlo en todas sus partes; y en consecuencia,

en uso de la facultad que me concede la constitucion, acepto, ratifico y confirmo el indicado tratado y sus artículos adicionales, y prometo en nombre de estos Estados- Unidos cumplirlo y observarlo, y hacer que se cumpla y observe. Dado en el Palacio federal de México, firmado de mi mano, autorizado con el gran sello nacional y refrendado por el Secretario de Estado y del Despacho de relaciones interiores y exteriores, á primero de Mayo de mil ochocientos treinta y cuatro, décimo cuarto de la Independencia.—Antonio Lopez de Santa Anna.—Francisco Maria Lombardo."

Por tanto, y habiendo sido igualmente aprobado, confirmado y ratificado el enunciado tratado y sus artículos adicionales por S. M. el Rey de Prusia en la Ciudad de Berlin el veintitres de Agosto del año pasado de mil ochocientos treinta y cuatro, mando se imprima publique, circule y se le dé el debido cumplimiento. Dado en el Palacio nacional de México á 16 de Abril de 1836.—José Justo Corro.—A D. José Maria Ortiz Monasterio."

Y lo traslado á V. para su inteligencia y fines correspondientes.  
Dios y libertad. México 16 de Abril de 1836.

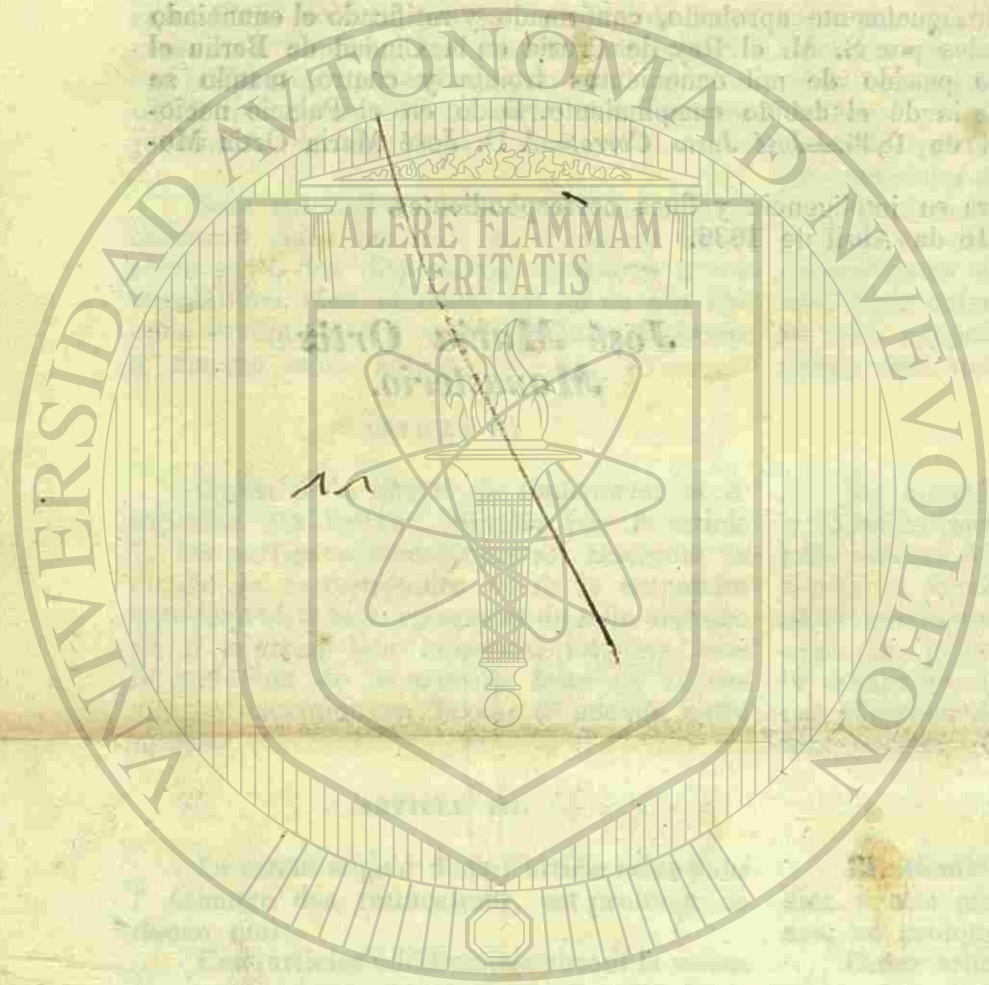
*José Maria Ortiz  
Monasterio.*

JUANIL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE LEÓN  
DIRECCIÓN GENERAL DE...

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y GOBERNACION.

El Exmo. Sr. Presidente Provisional de la República, se ha servido expedir el Decreto que sigue.

Antonio Lopez de Santa Anna, General de Division, Benemérito de la Patria y Presidente provisional de la República Mexicana, á todos los que las presentes vieren, sabed:

Que habiéndose concluido y firmado en Londres el dia siete de Abril del año de mil ochocientos treinta y dos, un Tratado de amistad, navegacion y comercio entre esta República y las Ciudades libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, por medio de Plenipotenciarios de los Gobiernos de las partes contratantes, autorizados debida y respectivamente al efecto; cuyo Tratado es del tenor siguiente.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

El Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos por una parte; y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Lubeck, el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Bremen, y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Hamburgo, (cada uno de estos Estados por sí separadamente,) por la otra; animados igualmente del deseo de facilitar y promover por cuantos medios sean posibles el comercio y la navegacion de los respectivos paises y sus Ciudadanos, y convencidos de que nada podrá contribuir al logro de tan importante objeto, como el establecimiento y arreglo de sus relaciones sobre la base de justicia y reciprocidad, han convenido concluir un Tratado de amistad, navegacion y comercio; al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber: El Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos al Exmo. Sr. D. Manuel Eduard de Gorostiza, su Ministro Plenipotenciario cerca de su Magestad Británica; y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Lubeck, el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Bremen, y el Senado de la Ciudad libre y Anseática de Hamburgo, al Sr. Santiago Colquhoun, su Agente y Consul general cerca del Ilustre Gobierno de su Magestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, quienes despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes, y hallandolos en buena y debida forma, han acordado y concluido los artículos siguientes.

Au nom de la très Sainte Trinité.

Le Vice Président des Etats Unis du Mexique d' une part; et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément,) de l' autre part; également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles au Commerce et Navigation des Pays respectifs et de leurs Citoyens, et persuadés que rien ne saurait contribuer d' avantage à l' accomplissement de cet objet désirable que l' établissement et l' ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un Traité d' amitié, de navigation et de commerce, à cet effet ont nommé leurs Plenipotentiaires, savoir: Le Vice Président des Etats Unis du Mexique Son Excellence Manuel Eduard de Gorostiza, Son Ministre Plenipotentiaire près Sa Majesté Britannique; et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Bremen, et le Sénat de la Ville libre et Anseatique de Hambourg, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Agent et Consul Général près l' illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l' Irlande, les quels après s' être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivants.

(1832)  
1842.

M.



ARTICULO I.

Habrá entre los Estados-Unidos Mexicanos y sus Ciudadanos, y las Repúblicas libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, y sus Ciudadanos, amistad, buena inteligencia y libertad recíproca de comercio.

ARTICULO II.

Cada una de las partes contratantes, podrá nombrar Cónsules para la proteccion del comercio, que residan en los territorios de la otra parte; pero antes que ningun Cónsul funcione como tal, deberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada por el Gobierno   quien se dirige; y cualquiera de las partes contratantes puede exceptuar de la residencia de Cónsules, aquellos puntos particulares en que no tengan por conveniente admitirlos. Los Agentes diplomáticos, y los Cónsules Mexicanos, gozarán en los Dominios de las Repúblicas Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo de todos los privilegios, exenciones   inmunidades concedidas   que se concedieren   los Agentes de igual rango de la Nacion mas favorecida.—Y del mismo modo, los Agentes diplomáticos y Cónsules de las Repúblicas Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo en los Estados Mexicanos, gozarán conforme á la mas exacta reciprocidad, todos los privilegios, exenciones   inmunidades que se conceden,   en adelante se concedieren   los Agentes Diplomáticos y Cónsules Mexicanos en los Dominios de las Repúblicas Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo.

ARTICULO III.

En consideracion   la limitada extension de los territorios de las Repúblicas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, y de la íntima union de comercio y navegacion existente entre estas Repúblicas, se ha extipulado y convenido, que todo buque con pabellon de una de estas Repúblicas y que se reconozca pertenecer exclusivamente á uno     varios Ciudadanos   súbditos de la una   de la otra, y cuyo capitan sea tambien Ciudadano   súbdito de la una   de la otra, será tenido y considerado para los objetos de esta comision, como buque perteneciente   Lubeck, Bremen   Hamburgo; y recíprocamente todo buque con bandera Mexicana,

ARTICLE I.

Il y aura entre les Etats Unis du M xique et leurs Citoyens, et les Républiques libres et Anse tiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, et leurs Citoyens, amitié, bonne intelligence et liberté réciproque de commerce.

ARTICLE II.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer pour la protection du Commerce, des Consuls qui résident dans les Territoires de l' autre Partie. Mais avant qu' un Consul n' entre en fonction, il devra être approuvé et admis dans la forme usitée par le Gouvernement chez lequel il est envoyé, chacune des deux Parties contractantes pourra défendre aux Consuls la résidence dans les lieux particuliers où elle ne jugera pas convenable de les admettre. Les Agens diplomatiques, et les Consuls Méxicains jouiront dans les domaines des Républiques Anse tiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, de tous les privilèges, exemptions et immunités accordées, ou à accorder aux Agens du même rang de la Nation la plus favorisée.—De la même manière les Agens Diplom tiques et Consuls des Républiques Anse tiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, dans les domaines Méxicains jouiront, dans la plus exacte réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont, ou qui seront accordées aux Agens Diplom tiques et Consuls Méxicains, dans les domaines des Républiques Anse tiques de Lubeck, Bremen et Hambourg.

ARTICLE III.

En considération de l' étendue bornée des Territoires des Républiques de Lubeck, Bremen et Hambourg, et de l' union intime de commerce et navigation qui existe entre ces Républiques, il a été stipulé et convenu que tout navire sous pavillon d' une de ces Républiques et qui sera reconnu appartenir exclusivement à un ou plusieurs Citoyens ou sujets de l' une ou de l' autre, et dont le Capitaine sera aussi Citoyen ou sujet de l' une ou de l' autre, sera tenu et considéré pour les objets de cette convention, comme bâtiment appartenant à Lubeck, Bremen ou Hambourg; et réciproquement tout bâtiment sous pavillon M xicain et qui appartiendra ex-

y que pertenezca exclusivamente á uno     varios Ciudadanos Mexicanos   súbditos de México, y cuyo capitan sea tambien Mexicano   súbdito de México, será tenido y considerado para todos los objetos de esta comision como buque Mexicano; y se conviene además, que todo buque Mexicano que vaya directamente con su cargamento   los puertos de Lubeck, Bremen   Hamburgo, (de cualquiera pais que proceda)   sucesivamente, será considerado para estos mismos objetos bajo el pie de un buque Anse tico que navegue con su cargamento entre estos puertos.

ARTICULO IV.

Se extipula además que todo buque hábil para navegar, segun las condiciones fijadas en el artículo precedente, deberá estar provisto de un registro, pasaporte   carta de seguridad firmada por la persona debidamente autorizada al efecto, (cuya forma se comunicará mutuamente por las partes contratantes,) en la cual se especificar , segun las leyes de cada pais, el n mber, la ocupacion y residencia del propietario del cargamento, las dimensiones y todas las otras circunstancias que comprueben la nacionalidad del buque.

ARTICULO V.

Se extipula igualmente que se permitirá   los Cónsules respectivos el derecho de representacion siempre que se pruebe que un artículo del arancel se ha estimado en mas de su valor, y que sus representaciones se tomarán en consideracion en el término mas corto posible, sin que de esto resulte ningun retardo para la expedicion de las mercancías.

ARTICULO VI.

Los derechos de toneladas, de fano, de puerto, práctico, salvamento y otras cargas locales, serán en todos los puertos de Lubeck, Bremen y Hamburgo, para los buques Mexicanos, exactamente los mismos que se pagan en los mismos puertos por los buques de la nacion mas favorecida; y del mismo modo, dichos derechos serán en todos los puertos de México para los buques de Lubeck, Bremen y Hamburgo, absolutamente los mismos que los pagados en dichos puertos por la nacion mas favorecida.

clusivement   un ou plusieurs Citoyens Méxicains ou natifs du M xique, et dont le Capitaine sera Citoyen ou sujet du M xique, sera tenu et considéré pour tous les objets de cette convention comme bâtiment M xicain; et il est en outre convenu que tout bâtiment M xicain qui va directement avec son chargement aux ports de Lubeck, Bremen et Hambourg (de quelque pays qu' il vienne, ou successivement de l' un à l' autre) sera considéré pour ces mêmes objets à l' instar d' un navire Anse tique qui navigue avec son chargement entre ces ports.

ARTICLE IV.

Il est en outre convenu que tout navire prêt à naviguer, selon les conditions établies par l' article précédent, devra être muni d' un registre, passeport ou lettre de sûreté signée par la personne d ument autorisée à cet effet, (dont la forme sera communiquée par les parties contractantes réciproquement) sur la quelle on fera, selon les lois de chaque pays, déclarer le nom, l' emploi et la résidence du propriétaire de la cargaison, les dimensions et toutes autres qualités qui fassent connaitre la nationalité du navire.

ARTICLE V.

Il est également convenu qu' il sera permis aux Consuls respectifs de faire des representations toutes les fois qu' il leur sera prouvé qu' un article dans le Tarif a été porté au dessus de sa valeur, en sorte que ces representations soient prises en considération dans le plus court délai possible, sans qu' il en résulte aucun retardement pour l' expédition des marchandises.

ARTICLE VI.

Les droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de sauvetage et autres charges locales, seront dans tous les ports de Lubeck, Bremen et Hambourg, pour les navires Méxicains, les mêmes absolument que ceux pay s dans les mêmes ports par les navires de la Nation la plus favorisée; Ils seront d' ailleurs dans les ports du M xique pour les bâtimens de Lubeck, Bremen et Hambourg, exactement les mêmes que ceux acquittés dans les mêmes ports par les bâtimens de la Nation la plus favorisée.



ARTICULO VII.

A contar desde la fecha y despues de esta epoca, los buques de Lubeck, Bremen ó Hamburgo, que entren en los puertos de México, ó que salgan de estos, y los buques Mexicanos que entren en los puertos de Lubeck, Bremen ó Hamburgo, ó salgan de ellos, no estarán sujetos á otros ni mayores derechos que los que están actualmente, ó podrán ser en lo sucesivo impuestos á los buques de la nacion mas favorecida, á su entrada en estos Puertos ó á su salida.

ARTICULO VIII.

Todas las mercancías y objetos de comercio que puedan ser legalmente introducidos de cualquiera otro país en los puertos de México en buques de la nacion mas favorecida, podrán ser igualmente introducidos de cualquiera otro país en buques de Lubeck, Bremen ó Hamburgo, y todas las mercancías y objetos de comercio que puedan ser legalmente exportados de los puertos de México para cualquiera otro país en buques de la nacion mas favorecida, podrán ser igualmente exportados para cualquiera otro país en buques de Lubeck, Bremen y Hamburgo, y todas las mercancías y objetos de comercio que puedan ser legalmente introducidos de cualquiera otro país en los puertos de Lubeck, Bremen ó Hamburgo, por buques de las naciones mas favorecidas, ó que puedan ser exportados de los mismos puertos por dichos buques, lo podrán ser igualmente por buques Mexicanos.

ARTICULO IX.

Todas las mercancías y objetos de comercio cuya entrada en los puertos de Lubeck, Bremen ó Hamburgo, sea permitida, serán exactamente sujetos á los mismos derechos y á las mismas formalidades requeridas para la importacion, ya sean introducidos por los buques de la nacion mas favorecida, ó por los buques Mexicanos; y se concederán por todas las mercancías y objetos de comercio cuya salida de los puertos de Lubeck, Bremen y Hamburgo sea permitida, los mismos premios y devoluciones de derechos y ventajas, sea que la exportacion se haga en

ARTICLE VII.

A dater d'aujourd' hui et après cette époque, les bâtimens de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, qui entreront dans les ports du Mexique ou qui en sortiront, et les navires Mexicains qui entreront dans les ports des Républiques libres et Anseatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg, ou qui en sortiront, ne seront sujets à des droits de Vaisseaux autres ou plus considerables que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite, être imposés aux navires de la Nation la plus favorisée à leur entrée dans ces ports, ou à leur sortie.

ARTICLE VIII.

Toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalement introduits de quelque pays que ce soit dans les ports du Mexique par des navires de la Nation la plus favorisée, pourront être également introduits de quelque pays que ce soit par des navires de Lubeck, Bremen ou Hambourg, et toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalment exportés des ports du Mexique pour quelque pays que ce soit, par des navires de la Nation la plus favorisée, pourront également être exportés pour quelque pays que ce soit, par des navires de Lubeck, Bremen et Hambourg; et toutes les marchandises et objets de commerce qui peuvent être légalement introduits, de quelque pays que ce soit, dans les ports de Lubeck, Bremen et Hambourg, par des bâtimens des Nations les plus favorisées, ou qui peuvent être exportés des mêmes ports par les susdits bâtimens, le pourront être également par des bâtimens Mexicains.

ARTICLE IX.

Toutes les marchandises et objets de commerce dont l'entrée dans les ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg, est permise, seront exactement soumis aux mêmes droits et aux mêmes formalités requises pour l'importation, qu'ils soient importés par les navires de la Nation la plus favorisée, ou par les navires Mexicains; et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce dont la sortie des ports de Lubeck, Bremen ou Hambourg est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits et avantages, et les mêmes formalités requises pour l'exportation, soit que

buques pertenecientes á la nacion mas favorecida ó en buques Mexicanos. La misma reciprocidad será observada en los puertos de México con relacion á todas las mercancías y objetos de comercio que sean legalmente importados ó exportados en buques pertenecientes á las dichas Repúblicas de Lubeck, Bremen ó Hamburgo. Se ha convenido además, que cuando el Gobierno de México ponga el pabellon de una nacion cualquiera bajo el mismo pie que el nacional, las mismas ventajas serán concedidas al pabellon de Lubeck, Bremen y Hamburgo; y recíprocamente los mismos privilegios serán en tal caso concedidos al pabellon Mexicano en los dichos puertos Anseáticos que aquellos de que goce el pabellon nacional.

ARTICULO X.

En consecuencia de la libertad de navegacion y comercio que por este Tratado se estipula recíprocamente, los Ciudadanos de las Ciudades Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, podrán entrar con sus buques en los puertos, radas y anclages del territorio Mexicano que estén abiertos al comercio extranjero, y en donde puedan entrar ya, ó entren algun dia, los Ciudadanos y buques de las naciones mas favorecidas. Otro tanto podrán verificar los Ciudadanos y buques Mexicanos con respecto á los puertos, radas y anclages de los territorios Anseáticos que estén abiertos al comercio extranjero, y en donde puedan entrar ya, ó entren algun dia, los Ciudadanos y buques de las naciones mas favorecidas.

En el derecho de entrar en todos los lugares, puertos y anclages mencionados en el presente artículo, no está comprendido el de poder hacer el comercio de escala, ni el privilegio de hacer el de cabotage, que están reservados á los buques nacionales.

ARTICULO XI.

Tambien en consecuencia de esta misma libertad de navegacion y comercio, los Ciudadanos de cada una de las altas partes contratantes podrán libremente residir en el territorio de la otra, alquilar casas y almacenes, viajar, traficar por mayor y segun los usos de los paises respectivos, transportar producciones y monedas y dirigir sus propios negocios por sí mismos ó por

l'exportation se fasse par les navires appartenans à la Nation la plus favorisée, ou par les navires Mexicains; et la même réciprocité sera observé dans les ports du Mexique relativement à toutes les marchandises et objets de commerce qui seront légalement importés ou exportés dans des navires appartenans aux dites Républiques de Lubeck, Bremen et Hambourg. Il est en outre convenu, que quand le Gouvernement du Mexique mettra le pavillon d'une Nation quelconque, en tout cas, sur le pied du pavillon national, les mêmes avantages seront accordés aux pavillons de Lubeck, Bremen et Hambourg; et réciproquement que les mêmes privilèges seront dans ce cas accordés au pavillon du Mexique dans les dits ports Anseatiques que ceux dont jouira le pavillon national.

ARTICLE X.

En conséquence de la liberté de navigation et de commerce stipulée réciproquement par ce Traité, les Citoyens des Villes Anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg pourront entrer avec leurs bâtimens dans les ports, radas et ancrages du Territoire Mexicain qui sont ouverts au commerce étranger, et dans lesquels peuvent ou pourront entrer les Citoyens et bâtimens des Nations les plus favorisées. Les Citoyens et navires Mexicains auront le même droit dans les ports, radas et ancrages des territoires Anseatiques ouverts au commerce étranger, et dans lesquels peuvent, ou pourront entrer les Citoyens et bâtimens des Nations les plus favorisées.

Dans le droit d'entrée dans tous les lieux, ports et ancrages mentionnés dans le present article, n'est pas compris celui de pouvoir faire le commerce d'échelle, ni le privilège de faire celui de cabotage, qui restent réservés aux Vaisseaux nationaux.

ARTICLE XI.

En conséquence aussi de cette même liberté de navigation et de commerce, les Citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement résider sur le Territoire de l'autre, louer des maisons et des magasins, voyager, trafiquer engros et selon les usages des pays respectifs, transporter productions et monnaies, diriger leurs affaires par eux mêmes ou par



6  
medio de sus Agentes, como mejor les convenga, conformándose, sin embargo, á las leyes y reglamentos locales.

En caso de que una de las partes contratantes se hallase en estado de guerra en tanto que la otra fuese neutral, se ha convenido que todo lo que la parte beligerante hubiese extipulado con otras potencias de ventajoso al pabellon neutral, servirá de regla entre México y las Ciudades Anseáticas.

A fin de evitar toda mala inteligencia con respecto á lo que debe ser considerado como de contrabando militar, se ha convenido (sin separarse por eso del principio general arriba mencionado) en limitar la definición á los artículos siguientes: cañones, morteros, fusiles, pistolas, granadas, salchichones, cureñas, correages, pólvora, salitre, cascos, balas, picas, espadas, alabardas, sillas, arneses, y demás artículos fabricados para el uso de la guerra.

#### ARTICULO XII.

Aunque por el contesto del artículo precedente, los Ciudadanos y súbditos de las altas partes contratantes no puedan abrir tiendas ni ejercer esta especie de comercio al menudeo, el Gobierno Mexicano declara además, que concede á los Ciudadanos de las Ciudades Anseáticas, en tanto que su propia legislación se lo consienta, la facultad de abrir tienda y de ejercer esta especie de comercio al menudeo, con tal de que aquellos se sujeten á las condiciones que las leyes y reglamentos locales impondrán al efecto á los súbditos ó Ciudadanos de las naciones las mas favorecidas. Se ha convenido además, que si otros privilegios han sido ó fuesen concedidos á otras naciones en cuanto al modo ó manera de ejercer el comercio al menudeo, los Ciudadanos Anseáticos deberán gozar de los mismos privilegios. Los Gobiernos Anseáticos declaran á su vez, que los súbditos y Ciudadanos Mexicanos gozarán por lo que respecta al comercio al menudeo, de toda la latitud que las leyes y reglamentos locales conceden á los naturales de las naciones las mas favorecidas, aun en el caso en que estas naciones no estuviesen sujetas á la reciprocidad.

#### ARTICULO XIII.

Además se ha convenido mutuamente que en ninguno de los estados de las al-

6  
leurs Agens, selon qu' il leur conviendra le mieux, en se conformant toute fois aux lois et réglemens locaux.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes se trouverait en guerre tandis que l'autre serait neutre, on est convenu que tout ce que la partie belligerant aurait stipulé avec d'autres Puissances d'avantageux au pavillon neutre, servira encore de règle entre le Mexique et les Villes Anseatiques.

A fin de prévenir toute méprise relativement á ce qui devra être considéré comme contrebande de guerre, il est convenu (sans néanmoins déroger au principe général ci-dessus énoncé) d'en restreindre la définition aux articles suivans: canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, saussises, affûts, baudriers, poudre, salpêtre, casques, balles, piques, épées, hallebardes, selles, harnais et autres instrumens quelconques, fabriqués à l'usage de la guerre.

#### ARTICLE XII.

Quoique par la contexture de l'article précédent les Citoyens et sujets des Hautes Parties contractantes ne puissent ouvrir boutiques, ni exercer cette espèce de commerce en détail, le Gouvernement Mexicain déclare en outre, qu'il accorde aux Citoyens des Villes Anseatiques, pour tout le temps que sa Législation y consentira, la faculté d'ouvrir boutique, et d'exercer cette espèce de commerce en détail, pourvu qu'ils se conforment aux conditions que les lois et réglemens locaux imposeront pour le dit objet, aux sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées; il est en outre convenu, que si d'autres privilèges ont été, ou seront accordés à d'autres Nations quant au mode ou manière d'exercer le commerce en détail, les Citoyens Anseatiques devront jouir des mêmes privilèges. Les Gouvernemens Anseatiques déclarent à leur tour, que les sujets et Citoyens Mexicains jouiront en ce que regarde le commerce de détail, de toute la latitude que les lois et réglemens locaux accordent aux naturels des Nations les plus favorisées, dans le cas même ou ces Nations ne seraient point tenues à la réciprocité.

#### ARTICLE XIII.

Il est en outre mutuellement convenu que dans aucun des Etats des Hautes Par-

7  
tas partes contratantes, se establecerán otros ni mayores derechos sobre alguna propiedad personal de los Ciudadanos de cada una de ellas respectivamente en el transporte de sus propiedades fuera del territorio de estos estados, (sea en caso de herencia de estas propiedades, ó de algun otro modo,) que los que son ó fueren pagados en cada estado, sobre las mismas propiedades, cuando son transportadas por un Ciudadano de este estado respectivamente.

#### ARTICULO XIV.

Los habitantes de los dichos países hallarán respectivamente en el territorio del otro, una constante y completa protección en sus personas y propiedades, tendrán un libre y fácil acceso á los tribunales de justicia para la prosecucion y defensa de sus derechos, serán libres de emplear en cualquiera circunstancia los abogados, procuradores ó agentes de todas clases que juzguen á propósito; en fin, gozarán en este respecto los mismos derechos y privilegios concedidos á los nacionales.

#### ARTICULO XV.

En todo lo concerniente á la policia de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancías, bienes y efectos, los habitantes de los dichos países estarán respectivamente sujetos á las leyes y estatutos del territorio en que residan. Estarán sin embargo, exentos de todo servicio militar forzoso, sea de mar ó tierra, y no estarán sujetos especialmente á ningun empréstito forzoso; sus propiedades no serán sujetas por otra parte á otras cargas, requisiciones ó impuestos, que los que paguen los nacionales.

#### ARTICULO XVI.

Para la completa seguridad del comercio entre los Ciudadanos de las altas partes contratantes, se ha convenido que si desgraciadamente hay alguna interrupcion de las relaciones amistosas, y que se efectue algun rompimiento entre las altas partes contratantes, se concederá á los comerciantes que residan en las costas seis meses, y un año á los que se hallen en el interior, para arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades, y que se les dará un salvo conducto para que puedan embarcarse en los puertos que estimen con-

7  
ties contractantes, il ne sera levé aucuns droits, autres, ou plus considérables, sur aucune propriété personnelle des Citoyens de chacune d'elles, respectivement, dans le transport de ces propriétés hors du territoire de ces Etats (soit en cas d'héritage de ces propriétés, soit autrement,) que ceux qui sont ou qui seront payables dans chaque Etat sur les mêmes propriétés, quand elles sont transportées par un Citoyen de cet Etat respectivement.

#### ARTICLE XIV.

Les habitans des dits pays trouveront respectivement sur le territoire de l'autre une constante et complète protection pour leurs personnes et propriétés, ils y auront un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits; ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, procureurs, ou agens de toutes classes qu'ils jugeront à propos; en fin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges accordés aux nationaux.

#### ARTICLE XV.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement ou le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens, et effets, les habitans des dits pays seront respectivement soumis aux lois et statutes, du territoire où ils résideront. Ils seront cependant exempts de tout service militaire forcé, soit sur terre soit sur mer, et ne seront soumis spécialement à aucun emprunt forcé; leurs propriétés ne seront pas d'ailleurs assujetties à d'autres charges, réquisitions ou impôts que ceux payés par les nationaux.

#### ARTICLE XVI.

Pour la complète sûreté du commerce entre les Citoyens des Hautes Parties contractantes, il est convenu que si jamais il survient malheureusement une interruption des relations amicales, et qu'une rupture ait lieu entre les Hautes Parties contractantes, on accordera aux commercans qui résident sur les côtes six mois, et un an entier à ceux qui se trouveraient dans l'intérieur, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés; et il est aussi stipulé qu'on leur donnera un sauf-conduit pour qu'ils puissent s'embarquer aux ports que



veniente. Todos los que están establecidos en los territorios respectivos de las dos altas partes contratantes en el ejercicio de algun tráfico ú ocupacion especial, tendrán el privilegio de permanecer en ellos y de continuar su tráfico ú ocupacion en los dichos paises, sin turbarles en el goce completo de su libertad y propiedad, mientras que se conduzcan pacíficamente, y no cometan ofensa alguna contra las leyes; y sus bienes y efectos de cualquiera especie que sean, no serán confiscados ni sujetos á otras cargas ó impuestos que los que se establezcan sobre los efectos ó bienes pertenecientes á los Ciudadanos nativos de los territorios respectivos en que residan los dichos Ciudadanos; del mismo modo, ni las deudas entre particulares ni los fondos públicos, ni las acciones de compañías serán jamás confiscadas ó detenidas.

#### ARTICULO XVII.

Se ha extipulado y convenido igualmente que cualesquiera que sean los privilegios ó inmunidades que hayan sido concedidas, ó puedan en lo futuro concederse, á la nacion mas favorecida tocante á comercio y navegacion, los mismos privilegios é inmunidades se juzgarán ser concedidos á los Ciudadanos de las altas partes contratantes y á sus propiedades, con tal de que por su parte llenen las condiciones de reciprocidad extipuladas.

#### ARTICULO XVIII.

Los Ciudadanos de las Repúblicas libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, residentes en los Estados- Unidos Mexicanos, gozarán en sus casas, personas y bienes de la proteccion del Gobierno; y continuando en la posesion en que están, no serán inquietados, incomodados, ni molestados de modo alguno á causa de su religion, con tal que respeten la del pais donde residen, asi como su constitucion, leyes y costumbres.

Continuarán gozando completamente del privilegio que ya les está concedido, de enterrar en lugares destinados al efecto, los Ciudadanos de las Repúblicas libres y Anseáticas de Lubeck y Bremen y Hamburgo, que fallezcan en el territorio de los Estados- Unidos Mexicanos, y no se molestarán los funerales, ni los sepulcros de los

bon leur semblera. Tous ceux qui sont établis dans les territoires respectifs des deux Hautes Parties contractantes, dans l'exercice de quelque commerce ou occupation particulière, auront le privilège d'y rester et de continuer leur commerce ou occupation dans les dits pays, sans leur faire éprouver aucun obstacle dans la jouissance parfaite de leur liberté et de leur propriété, aussi longtems qu'ils se conduiront pacifiquement et sans porter aucune offense aux lois; et leurs biens et effets de quelque espèce qu'ils soient, ne seront pas soumis à être saisis, ni à aucune charge ou impôt que ceux qu'on mettra sur les effets ou les biens appartenans aux Citoyens natifs des territoires respectifs dans les quels les dits Citoyens résident; de la même manière, ni les dettes entre particuliers, ni les fonds publics, ni les actions des compagnies ne seront jamais confisquées ni arrêtées.

#### ARTICLE XVII.

Il est en outre stipulé et convenu que quelques soient les privilèges ou immunités qui aient été accordés, ou pourront à l'avenir être accordés, à la Nation la plus favorisée en fait de commerce et de navigation, les mêmes privilèges et immunités seront censés être accordés aux Citoyens des Hautes Parties contractantes et à leurs propriétés, en remplissant toute fois les conditions de réciprocité qu'ils supposent.

#### ARTICLE XVIII.

Les Citoyens des Républiques libres et Anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg résidant dans les Etats Unis Mexicains, jouiront dans leurs maisons, dans leurs personnes, et dans leurs biens, de la protection du Gouvernement, et en continuant dans la possession où ils sont déjà, ne seront inquiétés, troublés ni dérangés en aucune manière pour cause de leur religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que la Constitution, les lois, les usages et les moeurs de celui-ci.

Ils continueront à jouir complètement du privilège qui leur a été déjà accordé d'enterrer dans les lieux destinés à cet objet, les Citoyens des Républiques libres et Anseatiques de Lubeck, Bremen ou Hambourg, qui mourront dans le territoire des Etats Unis Mexicains, et on ne troublera les funerales ni les tombeaux des morts, par

muertos por ningun pretexto ni motivo. Los Ciudadanos de México residentes en las Repúblicas libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, gozarán en sus casas, personas y propiedades de la proteccion del Gobierno, y se les permitirá el libre ejercicio de su religion, sea en público ó en privado, en sus casas ó en las Iglesias, y en los lugares destinados al culto.

#### ARTICULO XIX.

Las altas partes contratantes se reservan el derecho de concluir extipulaciones adicionales á fin de facilitar y extender aun mas de lo comprendido en la presente convencion las relaciones comerciales de sus Ciudadanos respectivos, de sus estados y territorios, segun el principio de ventajas reciprocas ó equivalentes á la naturaleza de los casos; y despues de la conclusion de un artículo ó artículos, cualesquiera, entre las dichas partes contratantes para llevar á efecto estas extipulaciones, se conviene que el artículo ó los artículos que puedan concluirse de este modo en lo venidero, serán considerados como parte de la presente convencion.

#### ARTICULO XX.

La presente convencion continuará en vigor, durante doce años, y pasado este término, hasta la conclusion de doce meses despues que el Gobierno de los Estados- Unidos de México, por una parte; y uno ú otro de los Gobiernos de las Repúblicas libres y Anseáticas de Lubeck, Bremen y Hamburgo, por la otra, hayan anunciado al otro su intencion de terminarla: cada una de las altas partes contratantes se reserva el derecho de hacer á la otra la conveniente declaracion al fin de los doce años arriba mencionados; y queda convenido que á la conclusion de doce meses despues que la declaracion de una de las altas partes contratantes haya sido recibida por la otra, esta convencion, y todas las extipulaciones comprendidas en ella, cesarán de ser obligatorias por parte de los estados que den ó reciban esta declaracion; bien entendido que esto no impedirá el que continúen todos en amistad y buena inteligencia como estuvieron hasta entonces, y los que deben durar hasta que llegue el caso (lo que Dios no permita) de una guerra. Tambien se entiende y conviene, que si una ó varias de las dichas Repúblicas An-

9  
quelque motif que ce soit. Les Citoyens du Mexique jouiront dans les territoires des dits Républiques libres et Anseatiques de la même protection, et on leur permettra le libre exercice de leur religion, soit en publique soit en particulier, dans leur maisons ou dans les Eglises, et lieux destinés au culte.

#### ARTICLE XIX.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'entrer dans des stipulations additionnelles à fin de faciliter et d'étendre même au de là de ce qui est compris dans la convention actuelle, les relations commerciales de leurs Citoyens respectifs, de leurs états et territoires, d'après le principe d'avantages réciproques ou équivalens suivant la nature des cas; et après la conclusion d'un article ou articles quelconques, entre les dites Hautes Parties contractantes, pour donner effet à ces stipulations, il est ici convenu que l'article ou les articles qui pourront être à l'avenir ainsi conclus, seront considérés comme faisant partie de la présente convention.

#### ARTICLE XX.

La présente convention sera en vigueur durant douze ans à dater de ce jour, passé lequel terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que le Gouvernement des Etats Unis du Mexique d'une part, et l'un ou l'autre des Gouvernemens des Républiques Anseatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg de l'autre part, auront annoncé leur intention de ne pas la continuer, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de faire à l'autre la déclaration convenable à l'expiration des douze ans ci-dessus mentionnés; et il reste convenu qu'au terme de douze mois après que la déclaration d'une des Hautes Parties contractantes aura été recue par l'autre, cette convention et toutes les stipulations y comprises, cesseront d'être obligatoires pour celui de ces Etats qui donnera ou recevra cette déclaration; bien entendu que cela n'empêche pas la continuation de la bonne amitié et intelligence qui auront existé jusqu'alors, et qui doivent durer jusqu'au cas d'une guerre (ce qu'à Dieu ne plaise). Il est aussi entendu et convenu que si une ou plusieurs des dites Républiques Anseatiques au terme des douze



seáticas á la conclusion de *doce* años, contados desde la fecha, den ó reciban la declaracion de la propuesta cesacion de esta convencion, la dicha convencion continuará no obstante en pleno vigor y efecto para las otras Repúblicas ó República que no hubiesen dado ni recibido aquella declaracion.

## ARTICULO XXI.

El presente tratado será ratificado, y las ratificaciones serán cangeadas en Londres en el término de ocho meses, ó mas pronto si posible fuere.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus sellos respectivos en Londres, el siete de Abril del año de gracia de mil ochocientos treinta y dos.

(L. S.) *M. E. de Gorostiza.*

Por tanto, despues de haber visto y examinado dicho tratado, y de haberlo aprobado el Congreso Nacional, lo he ratificado, aceptado y confirmado, en virtud de la facultad que me conceden las leyes constitucionales; y por las presentes lo ratifico, acepto y confirmo, y prometo observar y hacer observar fielmente todo lo que en él se contiene, sin permitir que se contravenga en manera alguna. En fé de lo cual, lo he firmado de mi mano, mandándolo sellar con el sello de la Nacion, y referendar por el Oficial mayor primero del Ministerio de Relaciones Exteriores, encargado de su despacho, en el Palacio nacional de México á los treinta dias del mes de Abril del año del Señor de mil ochocientos cuarenta y uno, vigésimo primero de la Independencia de la República.—*Anastasio Bustamante.*—*José Maria Ortiz Monasterio.*

## DECLARACION DE LOS PLENIPOTENCIARIOS DE LA REPUBLICA

MEXICANA Y DE LAS CIUDADES ANSEÁTICAS.

*Declaracion de los Plenipotenciarios de los Estados- Unidos Mexicanos y de las Ciudades Anseáticas.*

Los Plenipotenciarios de los Estados- Unidos Mexicanos y de las Ciudades Anseáticas que han firmado el tratado de amistad, comercio y navegacion entre estas Repúblicas que tiene la fecha de este dia, deseando igualmente prevenir todo motivo ulterior de duda ó mala interpretacion sobre el espíritu y la letra de los artículos tercero y quinto del dicho tratado, (aunque no crean que esté pueda suceder) han convenido, sin embargo, en declarar, como declaran en el presente protocolo:

1.º Que el tenor del artículo tercero que fija las condiciones de la nacionalidad de los buques respectivos, deja intacto el derecho incontestable, que posee y se reser-

ans, donne ou recoit la déclaration de la cessation de cette convention, cette convention non obstant continuera en pleine vigueur et effet pour les autres Républiques ou la République qui n' aura pas donné ou recu cette déclaration.

## ARTICLE XXI.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de huit mois, ou plutôt s' il est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et scellé de leurs Sceaux respectifs. Fait à Londres le sept du mois d' Avril l' an de Grâce mil huit-cent trente deux.

(L. S.) *J. Colquhoun.*

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de huit mois, ou plutôt s' il est possible. En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et scellé de leurs Sceaux respectifs. Fait à Londres le sept du mois d' Avril l' an de Grâce mil huit-cent trente deux.

*Déclaration des Plénipotentiaires des Etats Unis Méxicains et des Villes Anseáticas.*

Les Plénipotentiaires des Etats Unis Méxicains et des Villes Anseáticas signataires du Traité d' amitié, commerce, et navigation entre ces Républiques qui port la date d' aujourd' hui, également désireux de prévenir tout motif ulterieur de dissentiment ou mésinterprétation par rapport à l' esprit et à la lettre des articles trois et cinq du dit Traité (bien qu' ils croient que cela ne puisse avoir lieu) sont néanmoins convenus de déclarer, comme ils déclarent par le présent Protocole,

1.º Que la teneur de l' article trois qui fixe les conditions de la nationalité des navires respectifs, laisse intact le droit incontestable que chaque Partie contractante pos-

va cada una de las partes contratantes, de alterar ó modificar en lo venidero, si esto le conviene, las condiciones de nacionalidad de sus propios buques mercantes.

2.º Que el artículo quinto no concede recíprocamente á los Cónsules Mexicanos y Anseáticos otros, ni mayores derechos, prerogativas ó inmunidades, que los que están ó serán concedidos en los mismos Estados á los Cónsules de las Naciones mas favorecidas; y

3.º Que aunque las reclamaciones de los Cónsules deben con arreglo al artículo quinto ser tomadas en consideracion en el mas corto término, de esto no se sigue que las partes contratantes deban alterar ó violar el orden económico judicial ya establecido para el conocimiento de los asuntos mercantiles. Fecho y firmado por los Plenipotenciarios arriba citados. Londres siete de Abril de mil ochocientos y treinta y dos.

(L. S.) *M. E. de Gorostiza.*

séde et se réserve d' altérer ou modifier dans la suite, si cela lui convient, les conditions de nationalité de ses propres Vaisseaux marchands.

2.º Que l' article cinq n' accorde pas réciproquement aux Consuls Méxicains et Anseatiques d' autres ni de plus grands droits, prérogatives ou immunités que ceux qui sont ou seront accordés dans les mêmes Etats aux Consuls des Nations les plus favorisées; et

3.º Que quoique les réclamations de ces Consuls doivent d' après le dit article cinq, être prises en considération dans le plus bref délai, il ne s' en suit pas que les Parties contractantes doivent altérer ou violer l' ordre économique ou judiciaire déjà établi pour la connaissance des affaires mercantiles. Fait et signé par les Plénipotentiaires ci-dessus allegués. Londres le sept d' Avril mil huit-cent trente et deux.

(L. S.) *J. Colquhoun.*

Es copia literal, que certifico, de la declaracion anéxa al Tratado de amistad, navegacion y comercio concluido entre esta República y las Ciudades Anseáticas.— México 30 de Abril de 1841.—El Oficial mayor primero del Ministerio de Relaciones Exteriores, encargado de su despacho.—*José Maria Ortiz Monasterio.*

Por tanto, y habiendo sido igualmente aprobado, confirmado y ratificado el referido Tratado y declaracion anéxa, por los Presidentes Bourgomestres de los altos Senados de las Ciudades Anseáticas en decretos fechos en Lubeck, Bremen y Hamburgo á 16, 22 y 26 del mes de Octubre de 1841, mando se imprima, publique, circule y se le dé el debido cumplimiento. Dado en el Palacio Nacional de México á 27 de Junio de 1842.—*Antonio Lopez de Santa Anna.*—*José Maria de Bocanegra,* Ministro de Relaciones Exteriores y Gobernacion.

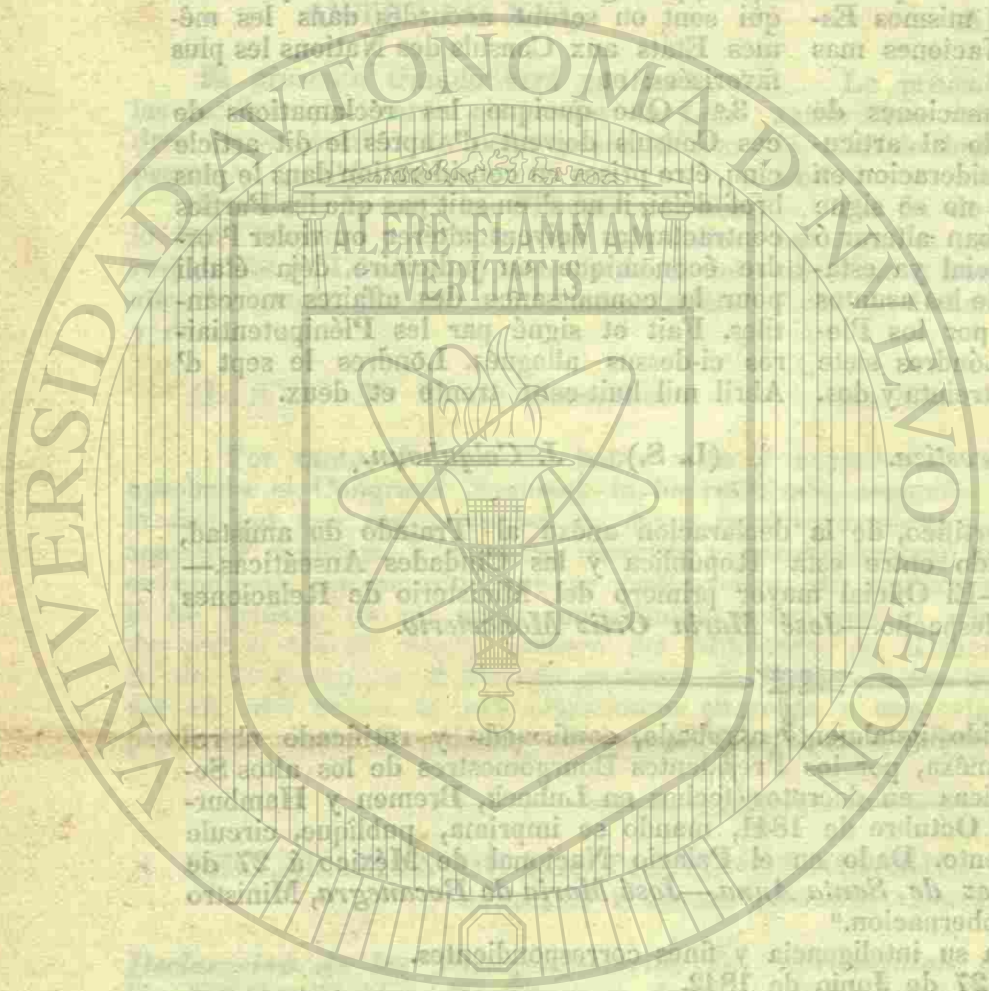
Y lo traslado á V. para su inteligencia y fines correspondientes. Dios y libertad. México 27 de Junio de 1842.

*Bocanegra.*

UNIVERSIDAD DE NUEVO LEÓN  
BIBLIOTECA



En esta materia las partes contratantes de  
 debe el de tener y eliter en ambas  
 de la parte de la parte de la parte  
 to la parte de la parte de la parte  
 libal de la parte de la parte de la parte  
 22. Que el artículo quinto no concierde  
 reciprocamente a los Gobiernos Mexicanos  
 y Americanos otros ni mayores derechos  
 prescriptivos de inmunidades que los que es-  
 tán o serán concedidos en los mismos Es-  
 tados a los Gobiernos de las Naciones mas  
 favorables para cada uno de ellos.  
 23. Que cuando las reclamaciones de  
 los Gobiernos deben ser sometidas al arbitro  
 lo quinto ser tomadas en consideracion en  
 el mas corto término de que no sea de  
 que las partes contratantes deben estar  
 violar el deber consuetudinario de las  
 plebiscito para el consentimiento de las  
 moratorias. Todo y cuando no sea  
 negociaciones a las partes. Los  
 de Abril de mil ochocientos y setenta y  
 (P. 2)



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





